

ÉDITO

Coup de sac agricole

MARDI 21 NOVEMBRE 2023 PHILIPPE BACH

AGRICULTURE SUISSE Le système des paiements directs versés par la Confédération aux agriculteur·trices atteint ses limites, selon un rapport de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) dévoilé mardi. En clair, cet édifice, qui fonctionne depuis une trentaine d'années, est en passe d'être sérieusement ébranlé.

Les prestations d'intérêt général – l'entretien des paysages – vont être réduites. Les grands céréaliers ou l'élevage intensif ont moins de souci à se faire; ce sont les petites exploitations, les moins rentables, celles des régions escarpées, qui en feront les frais. Entretenir un mayen ou un alpage coûte cher. L'herbe fauchée qui permet de nourrir quelques vaches n'est pas rentable, selon les critères de l'OFAG. De fait, les aides pour la stabulation libre des vaches ont déjà été rognées. Au diable, le bien-être animal.



Entretenir un mayen ou un alpage coûte cher. KEYSTONE/IN D'ILLUSTRATION

L'annonce que le modèle souhaité est une «agriculture entrepreneuriale qui produit conformément aux besoins du marché» peut susciter quelques craintes. Le secteur primaire est déjà à la peine. Le revenu moyen du travail par unité de main-d'œuvre familiale a reculé de 6,3% l'an passé pour se monter à 56'100 francs. Et ce chiffre cache de grosses disparités. Géographiques (80% des exploitations dans les zones de collines sont en dessous de ce montant) et de genre (les femmes sont largement lésées dans ce secteur).

Un paradoxe, alors que le nombre d'agriculteurs élus lors du dernier scrutin fédéral est passé de 32 à 38, selon un comptage publié par la *NZZ*. Reste à voir quels intérêts ces député·es paysan·nes vont défendre dans la législature qui s'amorce, ceux des gros producteurs ou ceux de l'agriculture de proximité, proche des consommateur·trices?